



RAPPORT FINANCIER 1998



EUROVIA

SOMMAIRE

RAPPORT de gestion	2
DONNÉES financières consolidées	7
— Compte de résultat consolidé	8
— Tableau des flux de trésorerie	9
— Bilan consolidé	10
— Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	12
ANNEXE aux comptes consolidés	13
— 1. Faits marquants de l'exercice	14
Liste des principales sociétés consolidées	16
— 2. Principes comptables appliqués aux comptes consolidés	17
— 3. Notes relatives aux comptes consolidés	19

RAPPORT de gestion

■ EUROVIA est aujourd'hui le deuxième Groupe routier en Europe, si l'on intègre le sous-groupe allemand SGE-VBU dont il assure la direction dans le cadre de la Division "travaux routiers" de la SGE. Il est aussi le deuxième intervenant sur le marché français dont il représente plus de 17 %.

Comme nous l'avons évoqué dans notre précédent rapport de gestion, la structure juridique du Groupe a été profondément modifiée au cours du 1^{er} semestre 1998 pour constituer de puissantes filiales régionales, dont la raison sociale est déclinée autour de celle d'Eurovia. Cette filialisation des agences s'est poursuivie et achevée au cours du premier trimestre 1999, au terme duquel la société Eurovia ne réalise plus d'activité opérationnelle et constitue ainsi une holding.

Rappelons, par ailleurs, qu'une filiale Eurovia Services SNC regroupe les services fonctionnels du Siège, les activités de services administratifs et financiers articulées autour de cinq Centres de gestion déconcentrés ainsi que quatre Laboratoires techniques régionaux. L'annexe aux comptes consolidés détaille les opérations juridiques réalisées en 1998.

Activité en France

■ LE marché français métropolitain des travaux routiers a connu une année contrastée : le premier semestre a été caractérisé par une progression exceptionnelle de 6 %, tandis que l'activité du second semestre a été affectée par de mauvaises conditions climatiques. En 1998, le marché français aura ainsi progressé de 2,8 %. Après l'embellie de 4 % enregistrée en 1997, il s'agit de la seconde année consécutive de progression succédant à trois années de baisse (-20 % entre 1994 et 1997).

Sur ce marché, le chiffre d'affaires d'Eurovia s'est élevé à 1 324 millions d'euros (soit 8 685 millions de francs) et le Groupe y a conforté ses positions en reprenant notamment la société lyonnaise Charles de Filippis.

Aux Antilles, le Groupe a réalisé un chiffre d'affaires de 11,2 millions d'euros (74 millions de francs).

Activité en Allemagne

■ SUR un marché toujours aussi difficile, SGE-VBU, avec un chiffre d'affaires de 171 millions d'euros (334 millions de Deutschmarks) est la première entreprise de construction routière issue des nouveaux *Länder*.

Au cours des dernières années SGE-VBU a participé à la rénovation de 250 kilomètres d'autoroutes dans le *Land* du Brandebourg, soit le quart des sections traitées mais la société a également d'autres savoir-faire dans le domaine de la démolition, du recyclage des matériaux, du micro tunnelier ou des travaux hydrauliques.

Il a été procédé au cours de l'année à la cessation d'activité de la filiale de transports Elkawe (détenue avec un partenaire local).

Développement international

■ CONSTITUANT l'un des principaux vecteurs de développement de la SGE, Eurovia a commencé en 1998 à concrétiser une partie de ses ambitions à l'international en rachetant des entreprises, en concluant des accords de partenariat dans le domaine industriel et en créant des filiales locales.

Le Groupe a ainsi racheté en avril 1998 l'entreprise bruxelloise Boucher complétant son dispositif en Belgique où le Groupe réalise désormais 37 millions d'euros de chiffre d'affaires (1 478 millions francs belges). En Pologne, le Groupe a acquis en novembre 1998 l'entreprise PBK implantée au sud de Katowice en Silésie. Une deuxième acquisition est en cours de finalisation dans la même région.

Deux partenariats industriels significatifs ont été conclus en 1998. Le premier, conjointement avec le groupe SIKA et avec la société suisse Prodo (détenue minoritairement par Eurovia) pour la création de l'entreprise de production de liants routiers CTW à Bâle qui aura réalisé en 1998 un chiffre d'affaires de 10,2 millions d'euros

(16,5 millions de francs suisses). Le second au Mexique avec l'entreprise de construction mexicaine Tribasa pour la constitution de la société Bitunova. Cette nouvelle société possède une usine fixe et deux usines mobiles qui devraient assurer une production de 40000 tonnes de liants en 1999. Il s'agit de la première prise de participation d'Eurovia sur le continent américain.

Enfin, plusieurs sociétés ont été créées pour permettre le développement d'activités en Europe Centrale : Slov-Via en Slovaquie, Albavia en Albanie et Eurovia Romania en Roumanie disposent aujourd'hui de carnets de commande qui permettront d'afficher un chiffre d'affaires significatif en 1999. Parmi les contrats obtenus, on pourra citer en Albanie la construction d'un poste de douane à Kapshicé (1,6 millions d'euros) et la rénovation de routes rurales à Korca, et surtout en Roumanie la réhabilitation de la route nationale 13 de Brasov à Bogata-Hill (11,1 millions d'euros).

Activité industrielle

■ AVEC ses unités en propre et en participation, 148 postes d'enrobage, 40 usines de liants et 49 carrières, qui ont produit 16 millions de tonnes d'enrobés, 440000 tonnes de liants routiers et 24 millions de tonnes d'agrégats, Eurovia est un acteur incontournable de la production industrielle de matériaux. Véritable deuxième métier d'Eurovia, cette activité qui conforte les positions des agences de travaux est également moins sensible aux aléas de la conjoncture et est un élément important de régulation des résultats.

Recherche & Développement

■ L'INDUSTRIE constitue donc un axe de développement privilégié d'Eurovia et plusieurs projets d'acquisition ou de partenariat touchant ce domaine sont actuellement à l'étude.

En ce qui concerne les matériaux routiers, les efforts ont été poursuivis par Eurovia dans l'amélioration des techniques d'enrobés à l'émulsion de bitume, dans les bétons bitumineux (anti-orniérants, anti-poinçonnants, à haute rigidité et drainants), ainsi que dans les chaussées-réservoirs. Le rapprochement de Cochery Bourdin Chaussé et de Viafrance a conduit, par ailleurs, à une simplification de la gamme des bitumes modifiés par des polymères.

Les recherches sur le recyclage, en technique routière, des mâchefers et des cendres issues de l'incinération de boues de stations d'épuration ont également été poursuivies.

D'autre part, à la lumière de l'expérience acquise en Allemagne, le recyclage des matériaux de démolition (béton et enrobés) est une activité industrielle en croissance à ajouter à la panoplie du Groupe.

En réalité, les difficultés de plus en plus fortes pour ouvrir de nouvelles carrières et pour stocker les déchets ne sont qu'une illustration des nouvelles contraintes environnementales qui sont également des opportunités pour de nouveaux métiers auxquels s'intéresse Eurovia (construction et aménagement de sites de stockage de déchets solides et liquides, recyclage et valorisation des matériaux).

Les Hommes

■ L'EMBAUCHE des jeunes, la formation, la mobilité à l'échelle européenne sont des facteurs indispensables au développement du Groupe. Ils restent des axes importants d'action dans le domaine des ressources humaines.

Dans les filiales françaises comme en Allemagne, l'aménagement du temps de travail est également un vecteur d'amélioration.

Enfin 1998 a été l'occasion de réussir le pari engagé début 1997 : Eurovia est le premier Groupe routier dont tous les centres de travaux sont désormais certifiés ISO 9002 pour l'ensemble des métiers.

Cet aboutissement illustre la capacité des 11 500 collaborateurs d'Eurovia à se remettre en question dans une démarche permanente de progrès.

Passage à l'Euro et à l'an 2000

■ EURO-RÉACTIVITÉ en externe, Euro-ambition en interne, tel est le credo de la stratégie Euro du Groupe.

Compte tenu de la faiblesse actuelle des transactions financières entre pays, la stratégie du Groupe consiste à être réactif aux évolutions de son environnement. Des adaptations sont en cours de réalisation pour répondre aux contraintes posées par les tiers ayant déjà adopté l'Euro comme devise interne.

En interne, de fortes actions de sensibilisation ont été engagées auprès des responsables opérationnels, administratifs, des organisations représentatives du personnel et de tous les salariés.

Le double affichage des factures clients, du net à payer des bulletins de paie et le reporting interne en euros sont entrés dans les faits au 1^{er} janvier 1999.

Pour ce qui concerne le passage à l'an 2000, le Groupe a mis en place un programme d'actions pour éliminer les dysfonctionnements susceptibles de se produire à cette date. En particulier, les unités informatiques centrales et les logiciels internes ont été mis à niveau et sont en phase de test. Les éléments informatiques techniques ont fait l'objet d'analyses correctrices lorsqu'ils présentaient un risque pour la bonne marche de l'entreprise ou pour la qualité des services et/ou des produits vendus à nos clients. Le Groupe a aussi veillé à ce que ses fournisseurs prennent des engagements concernant l'aptitude de leurs produits et prestations à franchir l'an 2000 sans encombre.

Comme précisé dans l'annexe comptable, les coûts extérieurs de mise à niveau des infrastructures et des logiciels ont été pris en charges d'exploitation dans l'exercice.

Des performances encourageantes

■ LES comptes du Groupe Eurovia qui sont présentés pour l'année 1998 intègrent deux natures d'informations :

■ des comptes consolidés, au sens juridique du terme, avec les données financières des sociétés détenues par Eurovia S.A., objet de la certification des Commissaires aux Comptes.

■ des données consolidées pro forma de l'année 1998, relatives à l'ensemble des sociétés constituant le Groupe Eurovia tel qu'il a été défini plus haut, incluant donc les sociétés allemandes du sous-groupe SGE-VBU.

Le chiffre d'affaires du nouvel ensemble s'est établi à 1 559 millions d'euros (10 225 MFF). Hors SGE-VBU, le chiffre d'affaires s'est élevé à 1 388 millions d'euros (9 107 MFF), soit une progression de + 3 % par rapport à l'an passé.

La réorganisation menée en France en 1997 et l'effort de redressement poursuivi en Allemagne en 1998, ont, comme prévu, porté leurs fruits dans un marché plus favorable en France et toujours aussi difficile dans les anciens *Länder* de l'Allemagne.

Le résultat d'exploitation s'est monté à 31,8 millions d'euros (208 MFF), soit plus de 2 % du chiffre d'affaires. Hors SGE-VBU, le résultat d'exploitation est de 35 millions d'euros (230 MFF), soit plus de 2,5 % du chiffre d'affaires correspondant à une progression de + 78 % par rapport à l'an passé.

Cette amélioration se retrouve au niveau du résultat courant qui passe de 21,6 millions d'euros à 35,9 millions d'euros (235 MFF). Hors SGE-VBU, le résultat courant est de 37,9 millions d'euros (248 MFF).

Le résultat net part du Groupe s'établit à 14,1 millions d'euros (soit 92 MFF). Du fait de la transformation d'Eurovia en SA, ce résultat n'est pas comparable à celui de 1997 (pas d'impôt en 1997). D'autre part, le résultat de 1997 bénéficiait d'une importante plus-value de cession réalisée dans le

cadre de la réorganisation des activités du Groupe Générale des Eaux devenu Vivendi. (À méthodes équivalentes et hors cet élément "extraordinaire", on constaterait donc un triplement du résultat).

Hors SGE-VBU, qui, pour sa part, dégage un résultat net positif de 2,8 millions d'euros (5 MDM), le résultat net est de 11,3 millions d'euros (75 MFF).

La capacité d'autofinancement de l'exercice s'élève à 64,1 millions d'euros (420 MFF), soit 4,1 % du chiffre d'affaires. (Pour les mêmes raisons que précédemment, ces chiffres ne sont pas comparables. Abstraction faite de l'impact de l'impôt, la capacité d'autofinancement a progressé de 3,8 % en 1997 à 5 % en 1998).

Cette capacité d'autofinancement qui s'entend après dotation aux amortissements de 51 millions d'euros (soit 340 MFF) est à rapprocher d'un montant d'investissements de 47,3 millions d'euros (soit 310 MFF).

Hors SGE-VBU, la capacité d'autofinancement est de 61,3 millions d'euros (402 MFF) pour 51 millions d'euros (336 MFF) en 1997 et les investissements s'élèvent à 41,3 millions d'euros (271 MFF).

Hors SGE-VBU, les fonds propres se montent à 206 millions d'euros (1 350 MFF), le fonds de roulement est de 104 millions d'euros (680 MFF) et les provisions pour risques et charges s'élèvent à 116 millions d'euros (762 MFF). Pour l'ensemble du Groupe, les provisions représentent 166 millions d'euros (1 087 MFF).

La trésorerie de fin d'exercice du Groupe est de 217 millions d'euros (soit 1 425 MFF). La position financière nette positive de 209 millions d'euros (soit 1 375 MFF) reflète la situation financière très solide d'Eurovia.

Hors SGE-VBU, la trésorerie est de 187 millions d'euros (1 228 MFF) et la position financière nette de 179 millions d'euros (1 177 MFF).

Perspectives 1999

■ LES moyens financiers et le potentiel humain d'Eurovia sont les garants de l'ambition du Groupe qui est de réaliser, d'ici 2001, 25 % de son chiffre d'affaires à l'international. 1999 devrait voir la concrétisation de nouvelles opérations en Pologne, en Slovaquie mais également dans les anciens *Länder* d'Allemagne.

Le continent américain constitue également une cible d'Eurovia et l'année qui vient sera mise à profit pour préciser la stratégie du Groupe dans ces pays.

L'impact de ces opérations de croissance externe devrait donc faire apparaître en 1999 une progression sensible de l'activité. Cette évolution devrait s'accompagner d'un accroissement du résultat d'exploitation et du résultat net.



DONNÉES financières consolidées

COMPTE de résultat consolidé

de l'exercice 1998

en milliers d'euros		1998		1997
		y compris SGE-VBU	hors SGE-VBU	hors SGE-VBU
	notes			
CHIFFRE D'AFFAIRES	1	1 559 271	1 388 321	1 347 541
Autres produits courants	1	63 077	52 982	69 451
Quotes-parts de résultat de participations industrielles		13 512	12 459	10 451
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION		1 635 860	1 453 762	1 427 443
Achats consommés et autres charges d'exploitation		(1 121 701)	(998 799)	(1 000 559)
Frais de personnel		(427 732)	(375 731)	(367 038)
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION		(1 549 433)	(1 374 530)	(1 367 597)
EXCÉDENT BRUT D'EXPLOITATION		86 427	79 232	59 846
Dotations aux amortissements	2	(44 310)	(36 732)	(34 008)
Dotations et reprises de provisions	3	(10 347)	(7 416)	(6 075)
RÉSULTAT D'EXPLOITATION		31 770	35 084	19 763
Charges et produits financiers		5 218	3 871	3 954
Dotations et reprises de provisions	3	(1 099)	(1 099)	(2 159)
RÉSULTAT FINANCIER	4	4 119	2 772	1 795
RÉSULTAT COURANT		35 889	37 856	21 558
Charges et produits exceptionnels		(8 662)	(6 124)	24 026
Dotations aux amortissements	2	(848)	(848)	
Dotations et reprises de provisions	3	8 801	1 531	2 981
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	5	(709)	(5 441)	27 007
Participation des salariés		(2 386)	(2 386)	(2 121)
Impôts sur les bénéfices	6	(11 638)	(11 636)	(863)
Amortissements des écarts d'acquisition	9	(7 432)	(7 432)	(4 001)
RÉSULTAT NET DES SOCIÉTÉS INTÉGRÉES		13 724	10 961	41 580
Résultat net des sociétés mises en équivalence	11	99	99	327
RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ		13 823	11 060	41 907
Part des minoritaires		306	306	214
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE		14 129	11 366	42 121

TABLEAU des flux de trésorerie

de l'exercice 1998

en milliers d'euros		1998		1997
		y compris SGE-VBU	hors SGE-VBU	hors SGE-VBU
notes				
OPÉRATIONS D'EXPLOITATION				
	Excédent brut d'exploitation (hors retraitement du crédit-bail)	85 810	78 615	59 846
	Opérations financières et exceptionnelles	(8 452)	(4 164)	(5 926)
	Impôts et participation	(14 023)	(14 021)	(2 984)
AUTOFINANCEMENT D'EXPLOITATION (hors dividendes reçus des sociétés mises en équivalence)				
	Variation nette du besoin en fonds de roulement	2 373	9 591	7 728
	TOTAL DES FLUX D'EXPLOITATION (I)	65 708	70 021	58 664
OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT				
	Investissements industriels 7 et 8	(39 946)	(34 103)	(29 368)
	Cessions d'immobilisations	5 551	2 024	3 560
	Investissements industriels nets	(34 395)	(32 079)	(25 808)
	Investissements financiers 10	(7 304)	(7 235)	(983)
	Cessions de titres	2 869	1 846	34 733
	Investissements financiers nets	(4 435)	(5 389)	33 750
	Variation des immobilisations financières	(19 735)	311	(2 444)
	TOTAL DES FLUX D'INVESTISSEMENT (II)	(58 565)	(37 157)	5 498
OPÉRATIONS DE FINANCEMENT				
	Augmentation (diminution) des fonds propres	5 051	5 051	(1 822)
	Affectation du résultat à la société mère 13	(32 323)	(32 891)	(1 209)
	Dividendes versés aux actionnaires des filiales	(61)	(61)	(18)
	Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	346	346	249
	Autres dettes à long terme	(578)	(578)	(478)
	TOTAL DES FLUX DE FINANCEMENT (III)	(27 565)	(28 133)	(3 278)
	TOTAL DES FLUX DE TRÉSORERIE DE L'EXERCICE (I + II + III)	(20 422)	4 731	60 884
	TRÉSORERIE NETTE AU 1^{er} JANVIER	245 497	191 639	128 047
	Effet de change, de périmètre et divers	(6 945)	(8 417)	2 709
	Changement de méthode relatif au crédit-bail	(740)	(740)	
	TRÉSORERIE NETTE AU 31 DÉCEMBRE	217 390	187 213	191 640

BILAN consolidé

au 31 décembre 1998

		31/12/98			31/12/97	
		montant net y compris SGE-VBU	montant brut hors SGE-VBU	amort/prov hors SGE-VBU	montant net hors SGE-VBU	montant net hors SGE-VBU
		notes				
Actif						
<i>en milliers d'euros</i>						
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	7	1 635	7 161	(5 574)	1 587	1 918
ÉCARTS D'ACQUISITION	9	37 033	69 974	(32 941)	37 033	43 588
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	8	192 598	474 808	(319 787)	155 021	135 145
TOTAL		231 266	551 943	(358 302)	193 641	180 651
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES						
Titres de participation non consolidés	10	27 897	29 382	(5 259)	24 123	23 812
Titres de participation mis en équivalence	11	731	731		731	978
Autres immobilisations financières	12	39 925	11 580	(1 961)	9 619	10 429
TOTAL		68 553	41 693	(7 220)	34 473	35 219
CHARGES À RÉPARTIR SUR PLUSIEURS EXERCICES		1 585	1 585		1 585	351
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ		301 404	595 221	(365 522)	229 699	216 221
Stocks et travaux en cours	16	19 494	20 172	(1 490)	18 682	16 749
Créances d'exploitation	16	539 244	507 264	(12 592)	494 672	504 805
Créances financières à court terme	15	81 607	70 320	(22 010)	48 310	44 981
Valeurs mobilières de placement, autres placements à court terme et disponibilités	15	273 414	272 266	(3)	272 263	315 107
TOTAL ACTIF CIRCULANT		913 759	870 022	(36 095)	833 927	881 642
Comptes de régularisation	16	1 732	1 568		1 568	2 779
TOTAL DE L'ACTIF		1 216 895	1 466 811	(401 617)	1 065 194	1 100 642

Passif

en milliers d'euros

		31/12/98	31/12/97	
		y compris SGE-VBU	hors SGE-VBU	hors SGE-VBU
	notes			
CAPITAUX PROPRES				
Capital		174 554	174 554	174 554
Réserves consolidées du Groupe		40 003	(5 611)	(19 061)
Résultat de l'exercice part du Groupe		14 129	11 366	42 121
TOTAL		228 686	180 309	197 614
INTÉRÊTS MINORITAIRES		843	843	604
AUTRES FONDS PROPRES		24 629	24 629	19 599
TOTAL DES FONDS PROPRES	13	254 158	205 781	217 817
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	14	165 834	116 201	107 719
EMPRUNTS ET DETTES À LONG ET MOYEN TERME				
Emprunts et dettes financières	15	11 059	11 059	2 166
Autres dettes à plus d'un an		390	390	256
TOTAL		11 449	11 449	2 422
CAPITAUX PERMANENTS		431 441	333 431	327 958
Avances et acomptes reçus sur travaux	16	14 649	14 496	11 916
Dettes d'exploitation	16	593 330	554 197	560 971
Dettes financières à court terme	15	18 964	14 693	18 613
Trésorerie passif	15	118 667	118 667	149 835
TOTAL PASSIF CIRCULANT		745 610	702 053	741 335
Comptes de régularisation	16	39 844	29 710	31 349
TOTAL DU PASSIF		1 216 895	1 065 194	1 100 642

RAPPORT des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 1998

■ EN exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de la société Eurovia, établis en euros, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 1998, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations

significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes consolidés sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation. Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les notes 1-2 de l'annexe concernant un changement de méthode relatif à la comptabilisation des contrats de crédit-bail.

Par ailleurs, nous avons également procédé à la vérification des informations relatives au Groupe données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration. Nous n'avons pas d'observations à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Paris, le 16 mars 1999

Les commissaires aux comptes

MAZARS & GUERARD
José Murette – Raymond Petroni

SALUSTRO REYDEL
Bernard Cattenoz – Denis Marangé



ANNEXE aux comptes consolidés

1. FAITS marquants de l'exercice

■ L'EXERCICE 1998 a été marqué par les faits suivants :

1.1. Évolution de la structure juridique du Groupe

■ POURSUITE du processus de filialisation des sociétés COCHERY BOURDIN CHAUSSE et VIAFRANCE, conduisant à la création de filiales régionales propres ou communes à ces deux sociétés.

■ Transformation de ces deux sociétés en sociétés anonymes et intégration dans le groupe fiscal de SGE.

Il en résulte, sur l'exercice 1998, une charge d'impôt de l'ordre de 13,5 millions d'euros sur les comptes consolidés.

■ Changement de dénomination sociale pour COCHERY BOURDIN CHAUSSE qui devient EUROVIA.

■ Apport par l'actionnaire à 100 % de EUROVIA et VIAFRANCE, à savoir SOGEA, des titres détenus dans VIAFRANCE à EUROVIA, pour un montant de 84,6 millions d'euros

Les documents financiers ainsi établis pour l'année 1998 constituent, au sens juridique du terme, des comptes consolidés, contrairement aux documents financiers 1997 qui étaient des « comptes combinés ». L'impact de ce changement est précisé au paragraphe 1.3.3.

1.2. Changements de méthode

■ **Provisions pour engagements de retraite**

La méthode mise en place pour la première fois en 1997 a été conservée et étendue à l'ensemble des sociétés du Groupe, selon les conventions collectives propres à chacune; l'impact du réajustement du solde initial a été imputé en capitaux propres pour un montant de 3,2 millions d'euros.

■ **Crédit-bail**

Conformément aux dispositions de la loi sur les comptes consolidés, le Groupe a pris l'option à compter du 1^{er} janvier 1998, d'inscrire au bilan les immobilisations financées par voie de crédit-bail.

Il en résulte une augmentation des immobilisations corporelles nettes de 12,9 millions d'euros et des dettes financières de 9,7 millions d'euros (cf notes 8 et 15).

Ce changement de méthode a une incidence positive de 3,5 millions d'euros sur les capitaux propres et de 0,4 millions d'euros sur le résultat net (cf note 13).

1.3. Présentation des comptes consolidés

■ **1.3.1. Euro**

Le Groupe a pris l'option conformément aux dispositions en vigueur et aux recommandations de la C.O.B., de présenter ses comptes consolidés en euros dès l'exercice 1998. Les données financières des exercices précédents ont également été converties au taux officiel de l'euro au 1^{er} janvier 1999.

■ **1.3.2. Tableau des flux de trésorerie**

Conformément aux préconisations du Conseil National de la Comptabilité, les flux financiers sont désormais présentés sous forme d'un tableau des flux de trésorerie en lieu et place du tableau de financement.

■ **1.3.3. Traitement en consolidation de la société VIAFRANCE**

L'apport fait par SOGEA des titres VIAFRANCE a conduit à dégager un écart d'acquisition s'élevant à : 29,1 millions d'euros imputé comme suit :

- affectation sur la prime d'émission constatée chez EUROVIA à l'occasion de l'apport des titres : 25,1 millions d'euros
- affectation sur les biens immobiliers : 3,9 millions d'euros

Par comparaison avec les comptes combinés établis en 1997, l'opération juridique réalisée conduit à réévaluer au bilan les biens immobiliers et la situation nette de 3,9 millions d'euros.

1.3.4. Informations relatives à l'ensemble EUROVIA et SGE-VBU

Comme précisé dans le rapport de gestion du Groupe, les états financiers comportent une colonne relative aux données financières cumulées du pôle routier de la SGE composé d'EUROVIA et des sociétés allemandes du sous-groupe SGE-VBU.

Ces informations ne sont pas concernées par le rapport de certification des Commissaires aux Comptes.

1.4. Autres faits marquants

Coûts de passage à l'Euro et à l'an 2000

Les coûts de passage à l'Euro ne présentent pas de caractère significatif au niveau du Groupe; les coûts extérieurs liés aux adaptations indispensables au 1^{er} janvier 1999 ont été pris en charge dans l'exercice.

Concernant le passage à l'an 2000, les coûts externes de mise à niveau des infrastructures et logiciels utilisés en interne ont été pris en charges d'exploitation. Il n'a pas été identifié par ailleurs de risques externes liés au passage à l'an 2000.

1.5. Périmètre de consolidation

LE périmètre au 31 décembre 1998 se compose de 94 Sociétés, à rapprocher de 86 au 31 décembre 1997 pour le Groupe EUROVIA.

INTÉGRATION GLOBALE 86 (dont 8 à l'Étranger)

INTÉGRATION

PROPORTIONNELLE 5 (dont 2 à l'Étranger)

MISE EN ÉQUIVALENCE 3

Les mouvements de périmètre sont les suivants :

- Intégrations des sociétés suivantes créées par apports d'actif :

EUROVIA NORD

EUROVIA ILE-de-FRANCE

GERCIF

VIAFRANCE NORMANDIE

COCHERY BOURDIN CHAUSSE ILE-de-FRANCE

EUROVIA AQUITAINE

EUROVIA MIDI-PYRÉNÉES

- Entrées dans le périmètre :

SNEC

CARRIERES DE COET LORCH

CARRIERES LA GARENNE

ENTREPRISE

Charles de FILIPPIS]

CTW (Suisse)] acquisitions en 1998

BOUCHER (Belgique)]

EUROVIA BELGIUM

- Sorties de périmètre :

CHEM INDUSTRIES cession à un tiers

SOCALBE fusion-absorption par

CARRIERES LAFITTE

APYC absorption par TSS

VIAUD]

SCEBC] déconsolidation

ARCHIGNAT]

1. FAITS marquants de l'exercice

Liste des principales sociétés consolidées

	Méthode de consolidation	% intérêt
VIAFRANCE SA	IG	100,00 %
EUROVIA SA	IG	100,00 %
EUROVIA CHAMPAGNE-ARDENNE-LORRAINE SNC	IG	100,00 %
EUROVIA BRETAGNE SNC	IG	100,00 %
EUROVIA ALSACE-FRANCHE-COMTÉ SNC	IG	100,00 %
CBC NORMANDIE SNC	IG	100,00 %
EUROVIA POITOU-CHARENTE-LIMOUSIN SNC	IG	100,00 %
EUROVIA MÉDITERRANÉE SNC	IG	100,00 %
EUROVIA CENTRE-LOIRE SNC	IG	100,00 %
EUROVIA MIDI-PYRÉNÉES SNC	IG	100,00 %
TSS SNC	IG	100,00 %
EUROVIA ATLANTIQUE SNC	IG	100,00 %
EUROVIA AQUITAINE SNC	IG	100,00 %
GERCIF EMULITHE SNC	IG	100,00 %
EUROVIA DAUPHINÉ-AUVERGNE SNC	IG	100,00 %
VIAFRANCE NORMANDIE SNC	IG	100,00 %
EUROVIA BOURGOGNE SNC	IG	100,00 %
COCHERY BOURDIN CHAUSSE ILE-de-FRANCE SNC	IG	100,00 %
VALENTIN SNC	IG	100,00 %
MOTER SA	IG	99,46 %
ROUTIÈRE DU MIDI SNC	IG	100,00 %
ROY SA	IP	50,00 %
ROL NORMANDIE SNC	IG	100,00 %
EUROVIA FOREZ SNC	IG	100,00 %
HRC SNC	IG	100,00 %
LALITTE SNC	IG	100,00 %
CARRIERES de CHAILLOUÉ SA	IG	100,00 %
LAFITTE MOTER SNC	IG	100,00 %
ROUSSEY SNC	IG	100,00 %
BOUCHER SA (Belgique)	IG	100,00 %
PAVEURS DE MONTROUGE SNC	IG	100,00 %
CTW AG (Suisse)	IG	51,68 %
STP L'ESSOR SNC	IG	100,00 %
TRACYL SNC	IG	100,00 %
MINO SNC	IG	100,00 %
CORNEZ DELACRE SA (Belgique)	IG	100,00 %
MOTER MARTINIQUE SA	IG	100,00 %
MODERN ASFALT SA (Belgique)	IG	90,27 %

2. PRINCIPES comptables

appliqués aux comptes consolidés

2.1 - Généralités

■ LES comptes consolidés du Groupe EUROVIA, intégrés dans les comptes consolidés de la SGE (Société Générale d'Entreprises) et de VIVENDI, sont établis conformément aux principes comptables décrits dans cette note.

Ces principes respectent les dispositions prévues par le plan comptable général, la loi du 3 janvier 1985 et son décret d'application du 17 février 1986 ; ils ont été adaptés pour tenir compte des traitements comptables préconisés par le Conseil National de la Comptabilité dans son avis du 18 juin 1997.

2.2 - Critères de consolidation

■ LES comptes consolidés regroupent les états financiers des sociétés importantes qu'EUROVIA contrôle directement ou indirectement, de droit ou de fait. Sont consolidées, à ce titre, les sociétés dont la contribution au chiffre d'affaires consolidé est supérieure à 1,5 millions d'euros.

Les sociétés contrôlées majoritairement sont consolidées par intégration globale.

Les sociétés communautaires d'intérêt sont consolidées suivant la méthode de l'intégration proportionnelle, lorsque leur chiffre d'affaires et leur bilan sont significatifs.

Les chantiers réalisés sous forme de société en participation, sans moyens matériels et financiers propres, donnent lieu à une intégration semi-proportionnelle (comptabilisation d'une quote-part de chiffre d'affaires et d'une quote-part de charges) ; cette méthode a pour effet de mieux refléter la réalité économique de ces opérations.

Les sociétés sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable sont consolidées par mise en équivalence.

Ne sont pas incluses en revanche dans le périmètre, les participations dans les sociétés de fabrication d'enrobés, de liants ou de matériaux, exploitées en commun avec d'autres groupes.

La plupart de ces sociétés ont des structures juridiques transparentes (GIE, SP, SNC) ; leur résultat est intégré dans le résultat consolidé dans la rubrique « quotes-parts de résultat sur participations industrielles » et elles ne répondent pas individuellement au critère du chiffre d'affaires.

2.3 - Comptes intégrés

2.3.1 Comptes sociaux français

LES comptes des sociétés consolidées sont arrêtés conformément aux règles comptables applicables dans la profession.

La plupart de ces sociétés clôturent leurs comptes sociaux au 31 décembre.

2.3.2 États financiers étrangers

LES comptes des sociétés et établissements étrangers intégrés sont convertis selon les principes suivants :

- le compte titres de participation à l'actif, les comptes de situation nette Groupe et le résultat hors Groupe au passif sont conservés à leur valeur historique dans le bilan.
- les autres comptes de bilan sont convertis au cours de clôture de l'exercice.

2.4 - Écarts d'acquisition

■ LE principe est d'affecter les écarts d'acquisition représentant la différence entre le coût d'acquisition des titres des sociétés consolidées et la part de situation nette à la date d'acquisition, aux différents éléments actifs et passifs du bilan de la société acquise.

Le solde non affecté des écarts d'acquisition est porté à l'actif du bilan consolidé et amorti sur une durée n'excédant pas 20 ans, certains cas pouvant justifier un amortissement accéléré.

Lorsque ces écarts sont inférieurs à 152 milliers d'euros, ils sont amortis totalement dans l'année d'acquisition.

Toutefois, les écarts d'acquisition relatifs aux sociétés exploitant des carrières sont amortis sur la durée

2. PRINCIPES comptables

appliqués aux comptes consolidés

d'exploitation prévisible du gisement, et au maximum sur 40 ans.

Le cas échéant, ils peuvent faire l'objet d'un amortissement accéléré ou d'une provision pour dépréciation si la situation le justifie.

2.5 - Valeurs immobilisées

■ LES terrains, bâtiments et équipements sont généralement évalués à leur prix de revient (coût historique).

L'amortissement des immobilisations corporelles est calculé selon le mode linéaire ou dégressif, en fonction de la durée d'utilisation estimée ou habituellement pratiquée dans la profession. Ces durées sont mentionnées dans les notes relatives aux comptes consolidés (§ 3, note n° 2).

Les prêts sont comptabilisés à leur valeur nominale éventuellement diminuée de provisions pour dépréciation.

2.6. - Titres de participation

■ LA valeur brute des titres de participation non consolidés correspond à leur coût d'acquisition.

Si cette valeur est supérieure à la valeur d'usage, une provision pour dépréciation est constituée pour la différence.

2.7 - Engagements pour retraites

■ LES engagements pour retraites concernant les indemnités de fin de carrières et les régimes de retraites complémentaires sont provisionnés au bilan pour l'ensemble du personnel.

Ces engagements sont évalués selon la méthode actuarielle prospective dite des « crédits projetés », sur la base d'un départ en retraite à l'âge de soixante ans.

2.8 - Dégagement du résultat

■ LA méthode retenue pour la prise en compte du résultat sur chantier est celle de l'avancement ; les chantiers, dont la marge prévisionnelle à fin d'affaire est déficitaire, font l'objet d'une provision pour perte à terminaison.

2.9 - Impôt sur le résultat

■ LE changement de régime juridique et fiscal des sociétés EUROVIA et VIAFRANCE (cf § 1.1) conduit à rendre redevable de l'impôt sur les bénéfices la totalité des Sociétés du Groupe, ce qui rend non significative la comparaison avec l'exercice 1997.

Le complément de charge en résultant, soit 13,5 millions d'euros est versé auprès de la société mère SGE dans le cadre d'une convention d'intégration fiscale conclue pour l'année 1998 et renouvelée pour 5 ans à compter de 1999.

Les impôts différés proviennent des différences temporaires apparaissant entre le résultat fiscal et le résultat comptable des entités consolidées d'une part, et de celles provenant des retraitements liés aux méthodes de consolidation d'autre part. Ils sont déterminés selon la méthode du report variable.

Les différences temporaires déductibles donnant lieu à constatation d'impôts différés actif, sont prises en compte à hauteur de leur probabilité d'imputation sur des bénéfices fiscaux futurs.

Cette probabilité est appréciée à la clôture de l'exercice en fonction des prévisions sociales et fiscales.

2.10 - Intérêts hors groupe

■ LES résultats et situations nettes sont répartis entre part du Groupe et part hors Groupe, à concurrence des pourcentages détenus.

Pour les sociétés dont les capitaux propres après résultat sont négatifs, le Groupe prend en charge la quote-part revenant aux minoritaires, sauf lorsque ces minoritaires sont susceptibles de participer à leur quote-part de pertes.

3. NOTES relatives

aux comptes consolidés

Remarque : toutes les données chiffrées ci-dessous concernent l'ensemble consolidé EUROVIA, hors sous-groupe SGE-VBU.

Note 1 : chiffre d'affaires et produits courants

<i>en milliers d'euros</i>	1998	1997
CHIFFRE D'AFFAIRES	1 388 321	1 347 541
• dont chiffre d'affaires des sociétés entrantes	(30 156)	
• dont chiffre d'affaires des sociétés sortantes		(1 022)
CHIFFRE D'AFFAIRES À PÉRIMÈTRE COMPARABLE	1 358 165	1 346 519
autres produits courants	52 982	69 451

À structure comparable, le chiffre d'affaires est en augmentation de 0,9 %.

Répartition du chiffre d'affaires par secteurs d'activité et zones géographiques

<i>en milliers d'euros</i>	secteurs d'activité	Total	ZONES GÉOGRAPHIQUES			
			France		Europe	Afrique/Asie
			Métropole	Outre Mer		
	Routes et réseaux divers	1 242 023	1 182 137	8 834	51 052	
	Carrières	77 994	77 307		687	
	Autres activités *	68 304	64 525	2 423	1 213	143
	TOTAL	1 388 321	1 323 969	11257	52952	143

* Revêtements de sol et équipements de la route.

Note 2 : dotations aux comptes d'amortissements sur immobilisations

<i>en milliers d'euros</i>	1998	1997
Dotations aux amortissements d'exploitation	(36 732)	(34 008)
Dotations aux amortissements exceptionnels	(848)	
Amortissements des écarts d'acquisition	(7 432)	(4 001)
TOTAL	(45 012)	(38 009)

Les durées d'utilisation des immobilisations corporelles retenues pour le calcul des amortissements sont les suivantes :

- Immeubles	25 ans
- Matériels de travaux publics	de 4 ans à 7 ans
- Véhicules	de 3 ans à 5 ans
- Agencements	de 8 ans à 10 ans
- Mobiliers et matériels de bureaux	de 3 ans à 5 ans

3. NOTES relatives

aux comptes consolidés

Note 3 : dotations et reprises aux comptes de provisions

en milliers d'euros

Les mouvements de provisions ayant affecté le compte de résultat sont les suivants :

	1998	1997
Provisions d'exploitation (dotations)	(58 464)	(54 688)
reprises	51 048	48 613
	(7 416)	(6 075)
Provisions financières (dotations)	(3 838)	(5 562)
reprises	2 739	3 403
	(1 099)	(2 159)
Provisions exceptionnelles (dotations)	(10 114)	(12 651)
reprises	11 645	15 632
	1 531	2 981
TOTAL	(6 984)	(5 253)

Dont mouvements impactant le besoin en fonds de roulement :	231	1 124
Dont mouvements sur actif financier court terme :	(957)	1 007
Dont mouvements ayant un impact sur la capacité d'autofinancement :	(6 258)	(7 384)

Note 4 : résultat financier

en milliers d'euros	1998	1997
Produits financiers	5 150	4 693
Dividendes	994	1 613
Résultats S.N.C., S.C. et S.C.I.	(128)	46
Charges financières	(2 145)	(2 398)
Mouvements sur les provisions financières	(1 099)	(2 159)
TOTAL	2 772	1 795
Dont coût du financement :	3 081	2 804

Note 5 : résultat exceptionnel

en milliers d'euros	1998	1997
Résultat sur cessions d'actif	1 356	36 036
Frais de restructuration	(5 707)	(8 358)
Autres charges et produits exceptionnels	(1 773)	(3 652)
Mouvements sur amortissements et provisions exceptionnels	683	2 981
TOTAL	(5 441)	27 007

Note 6 : impôts sur les bénéfices

en milliers d'euros	1998	1997
Impôts courants	(14 144)	(915)
Impôts différés	2 508	52
	(11 636)	(863)

La comparabilité entre les deux exercices comptables est affectée par deux éléments particuliers :

- le changement de régime fiscal des sociétés EUROVIA et VIAFRANCE cf. & 2.9 (charge de 13 482 milliers d'euros)
- l'évolution de la visibilité fiscale du groupe actionnaire générant un produit d'impôt différé de 2 597 milliers d'euros.

Note 7 : immobilisations incorporelles

en milliers d'euros	VALEUR BRUTE			VALEUR NETTE		
	solde initial	investissements	variation périmètre cessions reclassements	solde final	amortissements cumulés au 31.12.98	solde final
Frais d'établissement	146	47	170	363	(281)	82
Frais de recherche	1		(1)			
Fonds commercial et marques	2345	23	(366)	2002	(1 183)	819
Droit au bail	41		(3)	38	(38)	
Logiciels	2019	182	(608)	1593	(1 420)	173
Brevets	734	59	377	1170	(998)	172
Autres immobilisations incorporelles	1045	4	946	1995	(1 654)	341
TOTAL	6 331	315	515	7 161	(5 574)	1 587

Note 8 : immobilisations corporelles

en milliers d'euros	VALEUR BRUTE			VALEUR NETTE		
	solde initial	investissements	variation périmètre cessions reclassements	solde final	amortissements cumulés au 31.12.98	solde final
Terrains	60 460	704	2 972	64 136	(11 814)	52 322
Constructions	39 171	3 566	9 698	52 435	(26 116)	26 319
Installations techniques/matériels et outillage	245 866	25 359	(8 208)	263 017	(207 016)	56 001
Autres immobilisations corporelles	90 171	5 631	(2 131)	93 671	(74 841)	18 830
Immobilisations en cours	8 092	1 125	(7 668)	1 549		1 549
Plus ou moins values cessions Groupe		(3 150)	3 150			
TOTAL	443 760	33 235	(2 187)	474 808	(319 787)	155 021
Dont impact lié au retraitement du crédit-bail :				16 499	(3 559)	12 940

Note 9 : écarts d'acquisition

en milliers d'euros	1998	1997
La variation de l'exercice s'analyse comme suit :		
Écarts d'acquisition nets début d'exercice	43 588	46 596
Écarts d'acquisition créés dans l'exercice	877	926
Amortissements courants	(2 894)	(2 792)
Amortissements exceptionnels	(4 538)	(1 209)
Sorties de périmètre		67
ÉCARTS D'ACQUISITION NETS FIN D'EXERCICE	37 033	43 588

3. NOTES relatives

aux comptes consolidés

Note 10 : titres de participation non consolidés

Ce poste se compose principalement :

- de participations dans des sociétés industrielles de fabrication d'enrobés, de liants ou de matériaux pour une valeur nette comptable globale de 23 millions d'euros.
- de filiales contrôlées à 100 % et dont le chiffre d'affaires est inférieur aux seuils de consolidation.
- de sociétés immobilières ou foncières dont l'activité est non significative.

Les investissements financiers ont représenté un montant total de 7 millions d'euros, dont 3 millions d'euros dans des sociétés consolidées (1 million d'euros à l'étranger).

Le complément concerne principalement des prises de participation dans des sociétés industrielles (2 millions d'euros) et dans des sociétés étrangères (2 millions d'euros).

Note 11 : titres mis en équivalence

<i>en milliers d'euros</i>	C.B.A.	SILF	ERCA	TOTAL
% intérêt	35 %	50 %	35 %	
RÉSULTAT				
Net	74	23	174	
Contribution Groupe	26	12	61	99
CAPITAUX PROPRES				
Total social	408	664	730	
Part Groupe	143	332	256	731

Note 12 : autres immobilisations financières

<i>en milliers d'euros</i>	31/12/98	31/12/97
	net	net
Créances financières à long terme	3 219	3 330
Titres immobilisés	341	851
Prêts, dépôts et autres immobilisations financières	6 059	6 248
TOTAL	9 619	10 429

Les prêts concernent principalement les sommes versées au titre de la contribution à l'effort de construction et sont maintenus à leur valeur historique (échéance maximale : 2009).

Note 13 : variation des fonds propres (avant affectation)

<i>en milliers d'euros</i>	solde initial	variation périmètre changement méthodes	résultat de l'exercice	distribution de l'exercice	autres mouvements	solde final
CAPITAL	174 554					174 554
Réserves consolidées	(19 061)	2 060		11 386	4	(5 611)
Résultat part Groupe	42 121	2 156	11 366	(44 277)		11 366
CAPITAUX PROPRES	197 614	(1) 4 216	11 366	(32 891)	4	180 309
Intérêts minoritaires						
- réserves	818	547		(214)	(2)	1 149
- résultat	(214)		(306)	214		(306)
INTÉRÊTS MINORITAIRES	604	547	(306)		(2)	843
AUTRES FONDS PROPRES	19 599				5 030	24 629
TOTAL DES FONDS PROPRES	217 817	4 763	11 060	(32 891)	5 032	205 781

(1) La variation a pour origine 3 causes, développées dans les notes 1 et 2 :

- impact de l'écart d'acquisition VIAFRANCE imputé sur les réserves à hauteur de la prime d'apport dégagée : 3 910
- impact complémentaire du changement de méthode effectué en 1997 sur les engagements de retraite : (3 190)
- impact du retraitement du crédit-bail : 3 497

Autres fonds propres :

Les autres fonds propres correspondent à des avances bloquées en compte courant, non rémunérées et non échéancées, consenties par les actionnaires.

Note 14 : provisions pour risques et charges

en milliers d'euros

	solde initial	changement méthodes reclassements écart conversion	dotations	reprises	variation périmètre	solde final
Retraites	11 343	(1) 3 225	3 170	(2 540)		15 198
Travaux à exécuter/ Service après-vente	47 776	(23)	36 249	(28 688)	229	55 543
Pertes à terminaison	6 110	(1)	4 655	(5 957)		4 807
Litiges	9 392	(623)	3 682	(3 459)	173	9 165
Autres risques et charges d'exploitation	10 753	334	6 027	(5 490)		11 624
TOTAL EXPLOITATION	85 374	2 912	53 783	(46 134)	402	96 337
Risques et charges financiers	1 104			(1 047)		57
TOTAL FINANCIER	1 104			(1 047)		57
Restructuration	8 082	(186)	3 054	(6 981)	126	4 095
Risques sur filiales	720	(48)	256	(507)		421
Autres provisions exceptionnelles	12 439	(53)	6 788	(3 883)		15 291
TOTAL EXCEPTIONNEL	21 241	(287)	10 098	(11 371)	126	19 807
TOTAL	107 719	2 625	63 881	(58 552)	528	116 201

(1) Ce montant provient d'une réestimation du montant des engagements de retraite, liée au changement de méthode cité en § 1.2.

Note 15 : excédent (endettement) financier net

en milliers d'euros

	31/12/98	31/12/97 retraité (1)	31/12/97
Emprunts et dettes financières à long terme (1)	(11 059)	(12 443)	(2 166)
Partie à moins d'un an des dettes financières à long terme	(1 824)	(1 696)	(1 249)
I - DETTES FINANCIÈRES À LONG TERME	(12 883)	(14 139)	(3 415)
II - CRÉANCES FINANCIÈRES À LONG TERME	3 219	3 292	3 330
Découverts bancaires	(118 667)	(151 597)	(149 835)
Autres dettes financières à court terme	(12 869)	(2 627)	(17 364)
Créances financières à court terme	48 310	25 218	44 981
Valeurs mobilières de placement et disponibilités (2)	272 263	317 052	315 107
III - TRÉSORERIE NETTE (hors partie moins d'un an sur emprunts)	189 037	188 046	192 889
EXCÉDENT (ENDETTEMENT) FINANCIER NET (I + II + III)	179 373	177 199	192 804
Échéance des dettes financières à long terme			
2000	1617		
2001	1364		
2002	1095		
2003	952		

(1) Cette colonne intègre d'une part le retraitement lié au crédit-bail pour un impact sur l'endettement de - 9 745 milliers d'euros et d'autre part un effet variation de périmètre pour un montant de - 6 306 milliers d'euros, soit un effet cumulé négatif de 16 051 milliers d'euros.

(2) Cette rubrique est composée essentiellement des disponibilités placées auprès de la société mère.

3. NOTES relatives

aux comptes consolidés

Note 16 : besoin en fonds de roulement

en milliers d'euros

	31/12/98 1	31/12/97 2	variation 1-2	dont impact méthodes/périmètre (1)
Stocks et travaux en cours	18 682	16 749	1 933	2 766
Clients et comptes rattachés	440 948	452 914	(11 966)	9 958
Autres débiteurs	53 724	51 891	1 833	3 601
Comptes de régularisation actif	1 568	2 779	(1 211)	
(I)	514 922	524 333	(9 411)	16 325
Avances et acomptes reçus	14 496	11 916	2 580	
Fournisseurs et comptes rattachés	427 076	435 128	(8 052)	10 857
Autres créanciers	127 121	125 843	1 278	1 029
Comptes de régularisation passif	29 710	31 349	(1 639)	
(II)	598 403	604 236	(5 833)	11 886
BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT (I) - (II)	(83 481)	(79 903)	(3 578)	4 439

(1) Cette colonne intègre un effet variation de périmètre pour un montant de 1 930 milliers d'euros et un effet changement de méthode concernant le calcul des impôts différés pour 2 508 milliers d'euros, soit un effet cumulé de 4 439 milliers d'euros.

Note 17 : engagements hors bilan

en milliers d'euros

	31/12/98	31/12/97
ENGAGEMENTS DONNÉS		
Cautions et garanties	112 211	108 034
Garantie solidaire des sociétés de personnes	126 879	115 676
Autres engagements	7 432	13 586
TOTAL	246 522	237 296
ENGAGEMENTS REÇUS		
Cautions et garanties	1 093	1 661
Autres engagements	1 747	1 481
Garantie solidaire de la société mère associée de SNC (1)		301 467
TOTAL	2 840	304 609
ENGAGEMENTS RÉCIPROQUES		
Contrat de crédit-bail immobilier (2)		3 009

(1) La transformation de la société EUROVIA en société anonyme rend caduque cette information.

(2) Suite aux changements de méthode intervenus en 1998, il n'y a plus lieu de mentionner les engagements de crédit-bail.

Note 18 : effectifs moyens

CATÉGORIE DE PERSONNEL	1998	1997
Cadres	1 039	985
Non cadres	9 077	9 191
TOTAL	10 116	10 176

L'impact net des variations de périmètre en 1998 correspond à une augmentation de 182 personnes.



EUROVIA

18, place de l'Europe - 92565 Rueil-Malmaison Cedex
Tél. : 01 47 16 38 00 - Fax : 01 47 16 38 01
e-mail : communication@eurovia.com
<http://www.eurovia.com>

une société de

